

de fer de Kennebec, et à la ville de Québec. Des chemins de fer américains rôdent déjà sur ces frontières, prêts à s'emparer du commerce au profit des villes de leur littoral. C'est à nous de prévenir cet enlèvement en poussant au plus vite la construction de notre chemin jusqu'aux profondeurs de Metgermette. N'oublions pas qu'il y a des millions dans l'exploitation des bois de cette partie du pays, et qu'après la disparition de la forêt, richesse périssable, il reste encore d'autres millions dans la culture d'un sol d'une richesse exubérante et inépuisable.

Ouvrir nos terres incultes, coloniser le pays, peupler nos déserts, telle a été l'idée constante de tous les gouvernements depuis plus de trente ans. Là dessus tous les partis étaient d'accord, comme ils le sont encore, Dieu merci, lorsqu'une question d'intérêt national est en jeu. Divisés entre nous, nous savons nous réunir dans le sentiment commun de l'amour de la patrie. Que de projets, que d'essais de tout genre, que de tentatives ! que de systèmes différents ! Nous avons eu les chemins de colonisation d'abord, puis les sociétés de colonisation, puis les entreprises aussi audacieuses que généreuses et patriotiques des Racine, des Trudel, dans les *bois francs*, des Brassard et des Prévost sur la Mantawa et de vingt autres missionnaires qui ne voyaient devant eux rien d'impossible parce qu'ils mesuraient les difficultés à la grandeur de leur zèle, de leur dévouement. Nous en sommes venus aujourd'hui, aux chemins de fer et à la formation de colonies, aux frais et sous la direction immédiate du gouvernement. Ces deux moyens de colonisation devront infailliblement réussir ici comme ils

ont réussi aux Etats-Unis et dans les autres pays où ils ont été essayés.

J'applaudis des deux mains à l'établissement de nos compatriotes par groupes subventionnés, aidés, encouragés par le gouvernement. C'est de l'argent bien placé : mais ne pourrait-on pas accorder également des faveurs et un certain encouragement à la colonie de Metgermette, qui met en pratique, de point en point, les idées du gouvernement, et cela à ses propres frais, qui sont, comme on l'a vu, déjà très-considérables ?

Il est peut-être bon qu'on sache aussi, que M. Vannier est canadien, qu'il a pris ses lettres de naturalisation, qu'en cette qualité de compatriote, il est prêt à accepter des colons canadiens et même à aider à leur rapatriement des Etats-Unis, si besoin il y a. La Société Franco-Canadienne et la maison Mahieu ratifieront tous les engagements qu'il pourrait prendre dans cette voie, du moment qu'ils se verront favorisés par notre gouvernement. Il est peut-être bon encore, qu'on sache que sur soixante-quinze hommes employés presque constamment par M. Vannier, pas moins de soixante-dix sont canadiens, en sorte que les faveurs qu'on pourrait accorder à la colonie rejailliraient principalement sur nous.

Somme toute, nous n'avons plus le droit d'ignorer Metgermette : — il est entré dans notre économie politique, et nous sommes forcés, sinon de lui prêter aide, du moins de suivre ses mouvements, de nous rendre compte de ses opérations. Voilà pourquoi je me suis cru autorisé, après avoir visité cette colonie naissante, à mettre au jour les faits que je viens d'exposer en laissant à chacun le soin de juger de leur valeur et de leur portée.